

# ASPECTS INTERNATIONAUX ET GÉOPOLITIQUES DE LA CRISE FINANCIÈRE CHYPRIOTE

GEORGES KALPADAKIS \*

*La crise financière chypriote est l'occasion pour l'auteur d'actualiser le questionnement sur l'évolution des équilibres géopolitiques en Méditerranée orientale et d'en proposer une interprétation qui fait une large place aux aspects énergétiques qui concernent les riverains ainsi que d'autres États à travers la question des voies d'acheminement concurrentes de ces ressources.*

La conclusion géopolitique d'ensemble à tirer de la récente crise financière à Chypre est que l'hégémonie allemande s'exerce d'une manière destructrice non seulement pour les économies surendettées de la périphérie européenne, mais également pour l'Union européenne en tant que puissance régionale<sup>1</sup>. De la même manière qu'en 2010 les citoyens européens ont commencé à perdre confiance dans la sécurité des obligations d'État, l'actuelle crise financière à Chypre indique de façon limpide qu'on ne peut plus leur garantir ce qui est le plus sacré dans une

---

\* DÉPARTEMENT DE DROIT – UNIVERSITÉ DÉMOCRITE DE THRACE

<sup>1</sup> Tout comme l'élection de Jeroen Dijsselbloem à la barre de l'Eurogroupe en janvier 2013 constitue un succès remarquable de l'axe intra-européen constitué par le gouvernement allemand et ses fidèles (Autriche, Finlande, Pays-Bas), de même la crise chypriote a illustré le très haut degré de coordination de cet axe. L'absence complète du Royaume-Uni de la scène diplomatique et l'incapacité du gouvernement français à s'appuyer sur ses propositions électorales pour présenter une solution alternative aux politiques de rigueur de l'UE – effrayé qu'il est des conséquences pour l'économie française d'un éventuel recours à l'« option de sortie » de la part de Berlin – soulignent l'influence exercée par cet axe sur la politique communautaire. Cela risque d'empêcher une recapitalisation directe des banques d'envergure systémique au sein de l'eurozone, ainsi que la création d'un mécanisme unique de résolution.

économie capitaliste, à savoir la sécurité des dépôts bancaires<sup>2</sup>. L'euro-scepticisme gagne rapidement à travers le continent à quelques mois des élections au Parlement européen<sup>3</sup>. La crise chypriote a joué un rôle de catalyseur dans l'accentuation de la déflation des économies européennes<sup>4</sup>, cependant que l'euro perd continuellement du terrain dans les marchés émergents<sup>5</sup>.

Dans le même temps, la profonde récession de l'économie chypriote a fait ressortir les évolutions des équilibres géopolitiques en Méditerranée orientale et a soulevé une série de questions qui méritent attention : la crise chypriote a-t-elle été une débâcle diplomatique pour la Russie, a-t-elle initié une dissension entre Moscou et Nicosie ou indique-t-elle de façon remarquable un glissement du point de mire géopolitique de la Russie ? Les États-Unis recalibrent-ils leur stratégie régionale et quels sont les buts d'Ankara ? La nouvelle situation aura-t-elle un impact sur la manière dont Nicosie gère ses ressources énergétiques et comment, dans le contexte de la crise, Athènes cherchera-t-elle à promouvoir ses propres intérêts énergétiques dans la région ?

### **Les perspectives stratégiques de Moscou**

L'assertion si fréquente selon laquelle le sauvetage bancaire a provoqué une cassure entre Chypre et la Russie repose sur l'hypothèse douteuse qu'il existe des intérêts communs entre le Kremlin et les riches titulaires russes de comptes courants dans l'île. À la vérité, les gouvernements russes ont fait des efforts significatifs au cours des dernières années pour mettre un terme à la fuite des capitaux. En décembre 2012, le président Vladimir Poutine a énoncé un projet de renversement du « capitalisme

---

<sup>2</sup> Cette insécurité semble se propager, encore que graduellement, jusqu'en Allemagne. « Immer weniger Deutsche halten Spareinlagen für sicher », *Handelsblatt*, 4.4.13

<sup>3</sup> Les dirigeants politiques de la République tchèque et de la Pologne se montrent profondément ambivalents à propos de la possible entrée de leurs pays dans l'eurozone. « Poland president says no euro entry decision before 2015 ballots » *Reuters*, 22.01.13, Dan Bilefsky, « Czechs Split Deeply Over Joining the Euro », *The New York Times*, 01.03.13.

<sup>4</sup> Voir OIT : « Snapshot of the labor market in the European Union 2013 », 8 .4.13, « German economic output at near stagnation » 4.4.13. *BBC News*, « Poor Data as ECB Holds Rates », *Wall Street Journal*, 4.4.13.

<sup>5</sup> Robin Harding, « Emerging markets dump euro reserves », *Financial Times*, 31.3.13.

d'État » en Russie et de promotion d'un nouveau modèle de croissance économique fondé sur « la liberté économique, la propriété privée et la concurrence ». Il a souligné que cette nouvelle politique reposerait sur un ensemble de mesures devant en finir avec la « délocalisation » de l'économie russe et permettre le rapatriement des capitaux placés dans des paradis fiscaux<sup>6</sup>. À suivre une autre thèse, la cassure entre les deux pays découlerait des lourdes pertes que l'économie russe aurait essuyées du fait de l'effondrement du secteur bancaire chypriote. Les dommages ont été en fait limités, entre 4 et 6 milliards d'euros, et il suffit pour s'en convaincre de les comparer à l'impact négatif sur l'économie nationale de la fuite des capitaux, qui a atteint 63 milliards d'euros en 2011 et 44,5 milliards en 2012<sup>7</sup>.

Suite au sauvetage coercitif des dépôts, VTB, l'une des plus grandes banques commerciales de Russie et qui dispose d'une filiale à Chypre paraît émerger de la crise comme l'un des acteurs financiers les plus fiables du pays, dans la mesure où elle n'a pas saisi les dépôts de ses clients. Par ailleurs, alors que le Kremlin n'était guère enthousiaste pour aider les déposants privés, il invitait les entreprises russes présentes dans l'île à solliciter l'aide de la banque publique VEB. Enfin, il apparaît qu'un certain nombre d'oligarques russes ayant des comptes à Chypre, en même temps que des liens avec le président russe, avaient été prévenus et qu'ils ont pu ainsi se désengager dès le début du mois de mars. Cela a réduit d'autant la possibilité de voir les autres déposants russes faire pression sur leurs dirigeants pour qu'ils tendent une main secourable à Nicosie<sup>8</sup>. La nouvelle mission étant de rapatrier les capitaux, on ne saurait être surpris que le Kremlin ait à peine réagi lorsqu'il fut annoncé que des officiels européens avaient commencé à avertir d'autres paradis fiscaux qu'ils seraient sanctionnés avec la même rigueur

---

<sup>6</sup> Irina Filatova, « Putin targets transparency of offshore companies », *The Moscow Times*, 13.12.12. Selon un récent sondage d'opinion, la majorité des Russes ne considèrent pas que leurs compatriotes disposant de dépôts à Chypre méritent la moindre sympathie, car ils auraient dû investir dans l'économie au lieu de « cacher leur capital dans les juridictions *offshore* ». Voir <http://www.interfax.ru/russia/news.asp?id=298779>.

<sup>7</sup> Yuri M. Zhukov, « Cyprus and Russia did not just break up », *Foreign Affairs*, 29.03.13.

<sup>8</sup> Vladislav Inozemtsev, « Cyprus : A blessing for Russia, in disguise ? », *The New York Times*, 4.4.13.

que Chypre s'ils acceptaient d'accueillir les fonds en fuite des oligarques russes<sup>9</sup> : les coffres de la nation comme le secteur privé ne peuvent que bénéficier de la lutte menée par l'UE contre les gros détenteurs de capitaux russes qui, pendant des lustres, ont pu échapper à l'impôt grâce aux paradis fiscaux.

À la lumière de la stratégie géoéconomique d'ensemble du Kremlin, on comprend fort bien que la proposition de Nicosie consistant à troquer l'aide de la Russie contre des parts dans les banques chypriotes, des privilèges commerciaux dans le secteur de l'énergie et des droits à l'exploitation du gaz naturel soit tombée à l'eau. L'échec des discussions russo-chypriotes indique que les perspectives géostratégiques du Kremlin n'envisagent pas que Chypre reste un paradis fiscal pour des capitaux qu'il entend bien rapatrier et encore moins de consentir à préserver ce statut de paradis fiscal contre des investissements précaires, aux retours à long terme pour le moins incertains. Concernant le gaz naturel notamment, les « géants » Gazprom et Rosneft ont notifié que les risques financiers étaient à leurs yeux trop grands, dans la mesure où une étude approfondie des réserves disponibles n'avait pas été effectuée<sup>10</sup>. Pire, il a été indiqué qu'avec les prix actuels, le coût de l'extraction augmenterait au point de rendre la liquéfaction à peine profitable<sup>11</sup>, alors que l'on s'attend à une baisse de la demande globale de gaz naturel suite à l'exploitation en grand du gaz de schiste en Amérique du Nord.

---

<sup>9</sup> « *Offshore tax heavens rocked by bank account leaks* », *EuroActiv*, 4.4.13, Andrew Rettman, « *Deutsche Bank : Luxembourg and Malta should learn from Cyprus* », *EU Observer*, 27.03.13, ainsi que « *ECB warns Latvia against taking in Russian money fleeing Cyprus* », *Global Post*, 6.4.13.

<sup>10</sup> « *Gazprom, Rosneft not interested in Cyprus proposals on its fields* », *Itar-Tass*, 22.3.13. Selon des estimations optimistes, la production de gaz naturel à Chypre ne pourra pas débuter avant la fin de 2019 et les coûts d'extraction seront considérables du fait de l'épaisseur des sédiments qui, en de nombreux endroits, dépasse 1,5 km. Avant l'éclatement de la crise financière, Nicosie prévoyait de construire des infrastructures de liquéfaction – pour un montant total évalué à 10 milliards d'euros –, de manière que des coûts de transport moins élevés rendent l'investissement plus attractif. Voir « *The Cyprus tragedy, its impact on the Eurozone and the Island's gas reserves* » *South-East Europe Energy Brief*, n° 89, mars 2013.

<sup>11</sup> Stanley Reed, « *For Cyprus, gaslight at the end of tunnel ?* », *The New York Times*, 5.4.13.

Indépendamment de son importance économique passée, pour une fraction de l'oligarchie, la valeur géostratégique de Chypre pour les dirigeants russes reste une question ouverte. Il est clair qu'à la suite de la découverte de réserves de gaz naturel en Méditerranée orientale et des développements en cours au Moyen-Orient, la Russie est en train de réévaluer son action dans la région. Le président Poutine a déclaré publiquement que la Méditerranée est une « zone stratégique » pour la Russie et que celle-ci veut y disposer d'une présence navale permanente d'ici 2016. Dans le même temps, et à supposer qu'elle conserve sa base de Tartous, la guerre en Syrie l'a incitée à rechercher des supports alternatifs à une présence militaire dans la région. Les négociations entre Moscou et Nicosie à propos d'un usage de la base navale de Limassol par la marine russe et de la base aérienne de Paphos pour l'aviation revêtent dans ce contexte une importance particulière. Tout comme l'obtention par la compagnie russe d'énergie Itera d'un appel d'offres chypriote concernant la production d'électricité à partir de gaz importé.

Toutefois, un certain nombre d'incidents, limités mais significatifs, tel le refus de Nicosie de permettre l'atterrissage en urgence d'un cargo russe afin de faire le plein<sup>12</sup>, indiquent que la partie chypriote procède de son côté à une réévaluation de ses relations avec le Kremlin, puisque celui-ci n'a pas hésité à risquer ses rapports traditionnellement étroits avec Nicosie afin d'assurer ses intérêts économiques et géostratégiques globaux. Quelles que soient les perspectives de la diplomatie russe, Chypre se trouve à la marge des priorités actuelles de Moscou, au cœur desquelles se trouvent ses liens, extérieurement fragiles mais profondément stratégiques, avec Berlin. À preuve, en avril dernier, le président Poutine s'est rendu en Allemagne et aux Pays-Bas, les deux principaux alliés commerciaux de la Russie en Europe, où il a discuté, entre autres sujets, de la construction du gazoduc Yamal-Europe, de la possibilité d'approfondir la coopération énergétique, ainsi que du conflit en Syrie. S'agissant des Pays-Bas, il convient de souligner à quel point leur économie devrait profiter de la remise en cause du statut de Chypre comme juridiction *offshore*, puisqu'ils ont été l'un des concurrents les plus acharnés de l'île pour attirer les investissements étrangers<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> « Russian cargo plane to take off at Cairo airport after emergency stop », *The Voice of Russia*, 4.4.13.

<sup>13</sup> *The Voice of Russia*, 8.4.13. « Halt arms supply to all sides in Syria-Putin » et « Energy, Cyprus among issues to be raised during Putin's

En dehors du renforcement de ses relations commerciales et diplomatiques avec l'Europe médiane, le Kremlin a aussi commencé à raviver ses relations bilatérales en Asie, notamment avec Pékin, à un moment où Washington semble déplacer ses intérêts vers la Méditerranée orientale en relation avec les soulèvements en cours dans le monde arabe. À la fin de mars dernier, plusieurs accords cruciaux ont été conclus entre la Russie et la Chine dans les domaines de l'énergie et de la défense, lesquels visent en particulier à tripler la quantité de pétrole transporté vers la Chine par Rosneft, l'exploitation conjointe de réserves de charbon en Sibérie orientale, ainsi que l'achat à la Russie de 24 aréonefs et de quatre sous-marins<sup>14</sup>. Quelques jours avant que Nicosie ne cherche à négocier un nouveau prêt russe, le président Poutine signalait, à Jérusalem, un accord colossal avec Israël pour l'achat de gaz naturel liquéfié du gisement de Tamar, au large des côtes israéliennes, qui renferme les réserves les plus considérables après le gisement Léviathan. Cet accord revêt une importance géostratégique cruciale pour la Russie, car il constitue une pièce maîtresse d'un plan plus vaste devant permettre de faire glisser ses exportations des économies affaiblies de l'Europe vers les marchés asiatiques, et d'exporter directement du gaz en Chine, au Japon, en Corée du Sud et en Inde<sup>15</sup>. Il n'est donc pas prématuré de penser que la coïncidence de la pénétration commerciale et diplomatique de la Russie en Asie et du regain d'intérêt manifesté par les États-Unis à l'égard de la Méditerranée orientale plonge Chypre dans une crise existentielle, qui vient s'ajouter au désastre financier, contraignant ainsi ses dirigeants à recalibrer leur loyauté envers leur ancien et crucial allié du nord.

Dernier élément des implications géostratégiques de la crise chypriote pour l'acteur russe, si Moscou avait choisi d'aider Nicosie au paroxysme de sa détresse, en acceptant de lui accorder un prêt lui permettant de contourner l'Union européenne, elle n'aurait pas seulement risqué de mettre en péril ses relations bilatérales croissantes avec les gouvernements d'Europe centrale

---

Netherlands visit ». Voir également « Putin to Face Germany Grilling Over NGO raids », *Iter-Tass*, 3.4.13 et « Les Pays-Bas derrière la destruction de Chypre », en grec, *Kathimerini*, 5.4.13.

<sup>14</sup> « Interests outweigh disagreements in China-Russia energy cooperation », *Xinhuanet*, 24.3.13.

<sup>15</sup> Melissa Akin et Tova Cohen, « Russia's Gazprom in talks to buy LNG from Israel's Tamar », *Reuters*, 26.02.13.

et ses apparents arrangements avec Washington concernant leurs « zones d'intérêts » respectives, cela aurait également affecté, au moment le plus délicat, ses accords avec l'UE dans le secteur de l'énergie. Bruxelles venait en effet de donner le feu vert à la deuxième phase du projet Yamal-Europe, le gazoduc qui transportera le gaz naturel de la Russie à travers la Biélorussie jusqu'à la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie<sup>16</sup>. Avec la construction de South Stream et de ce gazoduc, qui évitera l'Ukraine et fournira le sud-est de l'Allemagne, le Kremlin parvient à invalider largement les efforts de Washington, particulièrement visibles sous l'administration de George W. Bush, pour empêcher que les Balkans orientaux et l'Europe centrale dépendent du gaz russe, en transportant le gaz azéri depuis le gisement de Shah Deniz, via les gazoducs TANAP (Trans-Anatolian Pipeline) et TAP (Trans-Adriatic Pipeline). Ces développements indiquent que la nouvelle administration américaine, sans remettre fondamentalement en cause sa compétition énergétique avec la Russie sur le théâtre européen, pourrait être tentée de modérer son intensité. Au début d'avril, des responsables américains ont pour la première fois déclaré que ces projets ne devaient pas être nécessairement considérés comme des rivaux aux gazoducs russes<sup>17</sup> alors que des signaux de plus en plus nombreux indiquent que le point de mire des planificateurs américains pourrait se déplacer de la « menace russe » vers le Moyen-Orient<sup>18</sup>.

## **Le politique américaine de rapiéçage en Méditerranée orientale**

Dans le cadre des réalignements géostratégiques et des glissements politiques dont la crise chypriote a offert un aperçu fugace, il est nécessaire d'analyser de plus près ce qui apparaît comme le retrait américain d'une série de fronts et un effort pour rapiéçer le ventre mou de l'OTAN en Méditerranée orientale. Depuis le début des années 1990, les administrations américaines

---

<sup>16</sup> <http://www.gazprom.com/about/production/projects/pipelines/yamal/evropa/>

<sup>17</sup> Aynur Jafarova, « Matthew Bryza. Azerbaijan to be “even-handed” in gas pipeline choices » *AzerNews* 01.4.13.

<sup>18</sup> Gabriel Baczynska, « NATO eyes missile shield progress with Russia after US Move », *Reuters*, 31.3.13. « Russian, U.S. ambassadors call for action to mend strained ties », *Reuters*, 02.4.13 et « Putin, Obama to Meet in June-Kremlin », *Ria Novosti*, 4.4.13.

successives ont exploité le manque de cohésion de l'UE pour dominer la région eurasiatique en étendant profondément l'influence et la puissance de leur pays dans l'ancienne sphère soviétique, sans cependant précipiter l'effondrement de la Russie dans la phase de plus grande faiblesse de son histoire moderne. Dans les premières années de l'administration de George W. Bush, alors qu'ils étaient, avec l'extension de l'OTAN à la Baltique, au zénith de leur hégémonie régionale d'après la guerre froide, les États-Unis ont agi de façon concertée pour s'enraciner au cœur même de l'ancien espace soviétique. Ces efforts incluaient le soutien aux gouvernements pro-occidentaux du Kirghizistan, d'Ukraine et de Géorgie, l'élargissement de l'OTAN à l'est (projet d'une portée géopolitique équivalant à ce qu'aurait été l'accession des pays d'Amérique centrale au Pacte de Varsovie), des plans pour la construction d'un bouclier antimissiles en Europe orientale, une implication profonde en Asie centrale (en particulier afin d'assurer le soutien des opérations en Afghanistan), ainsi que la promotion de projets d'infrastructure européens visant à saper la diplomatie énergétique de la Russie. Dans le même temps, les États-Unis cherchaient à remodeler la corrélation des forces au Moyen-Orient avec l'invasion de l'Irak et une posture de vive confrontation à l'égard de l'Iran.

Ces plans ont conduit à une surextension des moyens économiques et militaires qui dépasse les capacités du pays. Avec le renversement de régimes alliés, considérés comme vitaux, dans le monde arabe, et en Amérique latine, le retrait d'Irak et d'Afghanistan, la continuelle impasse israélo-arabe, l'affaiblissement de l'influence des États-Unis sur le cours des événements économiques en Europe, le renforcement de la Russie (à travers l'échec des révolutions « de couleur » au Kirghizistan, en Ukraine, en Géorgie), et de l'Iran (en raison des succès électoraux du Hezbollah au Liban, du Hamas en Palestine, de la direction chiite en Irak, et de l'engagement croissant de Téhéran au Bahreïn), Washington paraît aujourd'hui déplacer son poids stratégique pour protéger le ventre mou de la région OTAN en Méditerranée orientale, afin d'éviter que sa retraite stratégique conduise à une instabilité de plus grande ampleur et que ses intérêts vitaux au Moyen-Orient, une région du monde où même la Chine a commencé à s'impliquer, soient mis en péril<sup>19</sup>. La guerre civile en Syrie, qui a conduit à la déstabilisation de la

---

<sup>19</sup> Peter Apps, « China, Russia, U.S. raise Mediterranean naval focus », *Reuters*, 24.01.13.

région et au renforcement du terrorisme islamiste, a été un catalyseur, poussant Washington dans la recherche de solutions, à moyen terme au moins, d'un certain nombre de conflits, celui de Chypre compris.

C'est dans ces termes que l'on peut comprendre le soutien de Washington au gouvernement turc de Recep Tayyip Erdogan dans ses efforts pour résoudre la question kurde. La nouvelle politique de « rapiéçage » est également au cœur de la récente médiation du président Barack Obama visant à surmonter les tensions diplomatiques apparues entre Tel-Aviv et Ankara à propos de l'incident de la flottille vers Gaza<sup>20</sup>. S'agissant de la Turquie, un accord fondamental existe entre ses intérêts et ceux des États-Unis pour qu'un éventuel renversement du régime syrien ne remette pas en cause l'unité du pays ou ne renforce pas le terrorisme islamiste radical, un double objectif qui est directement lié à l'affaiblissement de l'Iran, mais également aux développements en cours dans le secteur de l'énergie. En juillet 2011, le régime syrien a signé un protocole d'accord avec l'Irak et l'Iran – qui dispose des réserves de gaz les plus abondantes au monde après la Russie – en vue de la construction d'un gazoduc devant transporter le gaz iranien vers l'Europe, via le port de Tartous qui est d'une importance stratégique vitale pour la Russie. Un mois plus tard, de vastes réserves de gaz étaient découvertes dans la zone économique exclusive de la Syrie, qui pourraient dépasser en quantité celles du Qatar. Si ce projet de gazoduc venait à se réaliser, il ne renforcerait pas seulement l'axe chiite-alaouite (Iran/Irak/Syrie), mais deviendrait un sérieux concurrent du gazoduc TAP-TANAP.

Il est très probable que ce projet conduise Washington à accorder une importance encore accrue à la découverte et à l'exploitation de routes énergétiques alternatives en Méditerranée orientale, qui seraient contrôlées par ses partenaires (Israël, Turquie, Chypre, Grèce, Égypte). On doit rappeler que Washington s'est arrangée pour prendre solidement pied dans l'exploitation des réserves de gaz chypriotes, par le truchement de Noble Energy. Selon certaines sources, ces réserves, qui sont estimées à 1,7 trillions de mètres cubes, suffiraient à assurer l'indépendance énergétique de Chypre pendant plusieurs décennies et de satisfaire en partie la demande croissante de l'Europe en gaz

---

<sup>20</sup> « Turkish-Israeli thaw's second phase », *Hurriyet*, 9.3.13.

naturel<sup>21</sup>. Avant la crise, l'objectif de Nicosie était de devenir un noeud énergétique dans la région, grâce à l'exploitation de ses réserves, mais également de celles de ses voisins. Il s'agissait de couvrir les besoins nationaux et simultanément d'exporter du gaz liquéfié en Europe et à l'Est. D'importantes réserves de gaz, estimées à 950 milliards de mètres cubes, ont été également découvertes à proximité des côtes israéliennes, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives d'indépendance énergétique pour un pays qui dépendait en ce domaine de ses importations. Alors que des relations tendues existaient entre Israël et la Turquie, des discussions sérieuses ont été engagées en vue de la construction d'un corridor de transport du gaz naturel qui relierait Israël aux marchés européens, via Chypre et la Grèce, une autre option explorée par Tel-Aviv étant d'exporter une partie de ses réserves vers l'Extrême-Orient par le port d'Eilat sur la mer Rouge. Un tel corridor exigerait soit la construction d'une unité de liquéfaction à Chypre, soit un raccordement entre Chypre et la Grèce par un gazoduc sous-marin. En dépit des messages que Tel-Aviv a adressés à Nicosie depuis l'éclatement de la crise financière chypriote, messages assurant que les projets conjoints ne seraient pas affectés, Tel-Aviv, dans le contexte de la réconciliation avec Ankara ménagée par Washington, étudie sérieusement la possibilité de construire des tubes transportant du pétrole et du gaz à travers la Turquie, cependant qu'Ankara a lancé une campagne coordonnée afin de démontrer qu'une telle solution serait non seulement la plus rentable, mais également la plus sûre<sup>22</sup>.

Saisissant les opportunités singulières offertes par la grave situation économique dans laquelle se trouvent et Athènes et Nicosie, ainsi que par la réserve de Moscou, qui ne compte pas saper ses grands desseins géopolitiques en tentant de sauver Chypre, la Turquie ne se limite pas à sa campagne pour devenir le noeud énergétique dans la région, elle promeut activement l'idée d'une co-exploitation des réserves chypriotes par les deux communautés dans le cadre d'un État unifié. Au cas où la constitution de cet État se révélerait impossible, le gouvernement turc propose de créer un comité conjoint de Chypriotes grecs et de Chypriotes turcs chargé de coordonner les négociations pour

---

<sup>21</sup> « Cyprus to build gas plant with or without Israel », *Associated Press*, 5.4.13.

<sup>22</sup> Voir par exemple « Turkish Minister : Anatolia only feasible gas route for Israel, Greek, Cyprus », *Hurriyet Daily News*, 3.4.13.

l'exploitation des réserves gazières, les revenus étant détenus dans un compte spécial qui ne s'ouvrirait que lorsqu'un État unifié aurait été constitué sous l'égide de l'ONU. En brandissant la menace d'une partition de l'île si les deux parties ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur une telle orientation, Ankara exerce des pressions pour une solution qui permettrait à la communauté chypriote turque du Nord de profiter des découvertes faites au Sud. Bien que les propositions d'Ankara aient été jusqu'à présent repoussées par la Grèce, le flot d'articles parus dans la presse américaine en faveur d'une solution rapide de la question chypriote n'augure rien de bon pour Nicosie, qui estime subir des pressions préjudiciables aux intérêts de son peuple, à un moment où sa stature diplomatique est extrêmement affaiblie sur le plan international.

### **Perspectives pour Athènes et Nicosie**

L'importance périphérique que la Méditerranée orientale a actuellement dans les plans de Moscou, la situation noire dans laquelle Athènes se retrouve, les effets destructeurs que l'action poursuivie par l'axe allemand exerce sur l'UE, rendue de moins en moins cohésive et de moins en moins active sur le plan mondial, les desseins américains de « rapiéçage » rapide des désaccords entre partenaires de la Méditerranée orientale sont autant de facteurs cruciaux qui peuvent aider à mieux saisir la toile de fond de la crise financière chypriote et les perspectives de la politique énergétique chypriote.

Bien entendu, un élément d'incertitude demeure, la pression sociale et politique qui pourrait s'exercer, à Chypre, sur le nouveau gouvernement et le contraindre à explorer des pistes que son orientation idéologique écarte a priori. Par exemple, la manière avec laquelle Chypre parviendra à équilibrer les perspectives de rapprochement avec l'OTAN (à travers une participation au « Partenariat pour la paix ») et de coopération militaire avec la Russie, sera significative dans la mesure où les États-Unis (après la chute de Moubarak et l'instabilité en Égypte) et la Russie (avec l'éventuelle chute d'Assad et l'instabilité en Syrie) chercheront des partenariats plus forts dans la région afin de compenser leurs pertes respectives. Ces développements seront importants, pas seulement pour venir à bout de la crise financière, mais également pour la solution de la question chypriote<sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Si une « paix durable » est obtenue à Chypre entre les deux communautés et si les relations entre la Grèce et la Turquie

D'un autre côté, le gouvernement chypriote découvre, de la manière la plus pénible possible, qu'il existe un certain nombre de facteurs temporels qui déterminent l'avantage comparatif d'un pays à un moment donné et que sa position géostratégique-clé ne suffit pas à lui garantir le soutien des puissances. La Russie ne sauvera pas Chypre simplement parce qu'elle a joué, à l'occasion, le rôle de « Cuba méditerranéenne » et qu'elle est restée en dehors de l'alliance atlantique, et Washington ne soutiendra pas Nicosie uniquement parce qu'elle a récemment exprimé son intention de participer au Partenariat pour la paix, pièce maîtresse de l'OTAN pour attirer à elle de nouveaux pays<sup>24</sup>. Quelle que soit la portée à moyen et à long terme que pourrait avoir, à propos de la question chypriote, le flirt de Nicosie avec l'OTAN, cette affaire géostratégique d'importance n'aura, à court terme, qu'un effet secondaire sur la gestion de la crise financière, en comparaison avec les facteurs politico-économiques.

En conséquence, il y a peu de raisons de prétendre qu'Ankara cherchera une voie médiane simplement parce qu'elle le doit. Elle la cherchera d'autant moins que les crises économiques ont réduit le poids politique de la Grèce et de Chypre, et que leur gardien, l'Union européenne, se trouve elle-même plongée dans la plus grave crise de son histoire. Toutefois, les conditions existent pour un renouveau des pressions internationales en faveur d'une solution de la crise chypriote, similaires à celles exercées durant le référendum pour l'adoption du plan Annan, à cette différence près que Nicosie fait face aujourd'hui à des obstacles croissants à l'étranger, comme à l'intérieur du pays. D'un autre côté, à un moment où le Moyen-Orient est en flammes, où les relations de la Turquie avec l'Arménie sont au point mort, où celles avec Damas sont hostiles, et tendues celles avec Tel-Aviv, Bagdad et Téhéran, le gouvernement Erdogan a des motifs pour chercher à surmonter ses différends avec la Grèce et Chypre, sinon pour tirer des bénéfices économiques, du moins pour sauver ce qui subsiste de la devise « zéro problème avec les voisins », qui fut la sienne dans un passé point si lointain.

---

s'améliorent, l'OTAN et l'axe atlantique « pousseront un soupir de soulagement », a déclaré le ministre des Affaires étrangères turc lors d'une rencontre avec le secrétaire d'État John Kerry en avril dernier. <http://www.state.gov/secretary/remarks/2013/04/207162.htm>

<sup>24</sup> « Cyprus eyes NATO's Partnership for Peace, *Agence France-Presse*, 8.4.13.

En ce qui concerne les dilemmes auxquels Nicosie est confrontée à propos des ressources du pays, la possibilité d'un engagement russe n'est pas exclue, dès lors que la troïka décidera de séparer la question des recettes fiscales de celle de l'exploitation des réserves gazières. Alors que le mémorandum signé en novembre 2012 stipulait qu'une partie des revenus gaziers devrait être consacrée au remboursement du prêt, ce déboursement relèvera, selon le nouvel accord, de la décision de Nicosie. Ainsi, l'apparente indifférence de Moscou à propos du sort de Chypre ne signifie pas qu'un fossé infranchissable s'est creusé entre ces capitales, mais simplement qu'une note grise a été écrite en bas de page dans des relations bilatérales traditionnellement étroites. Ces relations peuvent fort bien être ravivées, à la condition que Nicosie en finisse avec la logique consistant à chercher des protecteurs, qu'elle formule des propositions précises et réalistes de coopération sectorielle mutuellement avantageuses, sans cependant soumettre le pays aux épreuves d'une alliance inégale avec Moscou.

Une autre perspective mériterait d'être sérieusement examinée, à la suite d'une idée récemment exprimée, entre autres, par le Premier ministre grec, qui serait de revoir la manière dont les zones économiques exclusives sont conçues en termes de sécurité européenne. Il est important de noter qu'en dépit de sa note excentrique, cette proposition est connectée aux discussions sur la sécurité énergétique collective qui se déroulent au cœur même du processus européen de prise de décision politique. L'opinion publique européenne semble mûre pour une mesure radicale : selon le baromètre européen, 80 % environ des Européens sont en faveur d'une solidarité entre États membres dans le domaine de l'énergie, au cas où un pays ferait face à des difficultés d'approvisionnement, et 60 % soutiennent une européanisation de la politique énergétique<sup>25</sup>. Si elles sont véritablement intéressées par les objectifs d'indépendance et de prospérité énergétiques, à un moment où leur propre souveraineté est en jeu, Athènes et Nicosie doivent participer activement aux discussions en cours au sein de l'UE au sujet de la sécurité énergétique collective. Le clairon du réveil sonnera plus fort lorsqu'il apparaîtra clairement que le présent gouvernement turc voit dans la crise une opportunité pour faire prévaloir des solutions contraires au droit international, telles les menaces

---

<sup>25</sup> <http://ec.europa.eu/energy/studies/doc/20110131.eurobarometer.energy.pdf>

récentes d'une « partition » de l'île et de construire des corridors rendant les pays européens lourdement dépendants d'Ankara pour leur approvisionnement en énergie.

En ce qui concerne enfin les efforts américains de médiation entre la Turquie et Israël, force est de constater qu'ils ne constituent pas une constante de l'équation géopolitique en voie de formulation. De fait, ces efforts restent sous surveillance et sujets à révision, en fonction des réévaluations continuelles auxquelles procède Washington afin de savoir si les ambitions d'Ankara s'accordent avec ses propres schémas « expérimentaux » d'alliances d'après le printemps arabe. En témoigne l'attitude initialement ambivalente, puis progressivement plus critique, des principaux médias américains à propos d'Erdogan durant les récentes protestations populaires.

En tout état de cause, alors que certains analystes vont jusqu'à nier qu'Ankara parvienne un jour à réaliser son ambition de devenir un nœud énergétique, le fait que le gouvernement israélien ne s'est pas encore engagé avec des acteurs précis dans le domaine de la coopération énergétique pourrait renforcer les arguments soulignant les avantages comparatifs d'un corridor énergétique reliant Israël à l'Europe via Chypre et la Grèce<sup>26</sup>.

Nicosie et Athènes surmonteront les pertes partielles de souveraineté économique entraînées par la crise financière et le leadership destructeur de l'Allemagne sur l'UE, à condition qu'elles lancent une campagne diplomatique soutenue afin de construire des alliances énergétiques au Moyen-Orient, et d'éviter de poursuivre la logique d'un jeu à somme nulle, qui ne fera qu'aviver les suspicions, les compétitions et les conflits. Les différents schémas présentés par Washington, à un moment où elle est contrainte de réévaluer ses alliances régionales, laissent penser que Chypre comme la Grèce peuvent agir sans le carcan des schémas antérieurs d'alliances rigides. Un exemple de la nature imprévisible de la conjoncture et des opportunités concomitantes qui se présentent en Méditerranée orientale a été donné par la proposition faite par le président Obama d'inclure l'Iran, aux côtés de la Turquie et de l'Égypte, dans une alliance régionale avec les États-Unis, idée qui aurait auparavant suscité la furie de Tel-Aviv, mais qui a été au contraire saluée par un silence suggérant que le panorama géopolitique est sur le point

---

<sup>26</sup> George Paparsenos, « The role of the National Natural Gas System under the new conditions for transporting gas to Europe », *Athens Energy Forum* 2013.

de changer de façon significative<sup>27</sup>. Dans le même temps, et en dépit des différentes possibilités de coopération régionale qui s'offrent à elles, Athènes et Nicosie doivent, quoi qu'il leur en coûte, déployer tous leurs efforts pour « mettre sous quarantaine » leurs diplomaties énergétiques, afin d'éviter que les lourdes pressions économiques auxquelles elles sont soumises conduisent à des traités inégaux, aux bénéfiques limités pour leurs sociétés et les générations futures.

*Juillet 2013*

*Traduit de l'anglais par Patrice Jorland*

---

<sup>27</sup> Même si les motivations de la proposition ont soulevé la suspicion de Téhéran, qui part de l'idée que les États-Unis poursuivent en Iran la même stratégie qu'avec le régime de Kadhafi en Libye, des parallèles ont d'ores et déjà été tirés avec l'ouverture de Nixon en direction de la Chine. « Obama promoted Egypt-Iran-Turkey alliance in "tense" Israel meeting », *World Tribune*, 29.3.13, et « Nixon's China vs. Obama's Iran », *World Outline*, 8.4.13.

